

Gezien om te worden gehecht aan het besluit 2017/1350 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 februari 2019 betreffende de loopbaan van de amtenaren van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding.

De voorzitter van het College bevoegd voor Begroting,
F. LAANAN

Het lid van het College bevoegd voor Openbaar Ambt,
C. JODOGNE

Het lid van het College bevoegd voor Beroepsopleiding,
D. GOSUIN

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/11395]

21 FEVRIER 2019. — Arrêté 2017/1351 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, notamment les articles 17, § 1^{er} et 22, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française;

Vu le protocole n° 2016/13 du 12 juillet 2016 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française relatif à l'accord sectoriel 2016-2017 étalé budgétairement jusqu'à 2019;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, donné le 24 novembre 2017;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, donné le 27 avril 2018;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du Budget donné le 12 décembre 2018;

Vu le protocole n° 2018/4 du 20 avril 2018 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu le protocole n° 2018/13 du 24 septembre 2018 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact de l'arrêté 2017/1351 du Collège de la Commission communautaire française du 8 novembre 2018 sur la situation respective des femmes et des hommes et sur la situation des personnes handicapées;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 27 décembre 2018, en application de l'article 84 § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'information au Ministre des pensions, datée du 12 décembre 2018;

Considérant l'accord de coopération conclu le 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la création et la gestion d'un cadre francophone des certifications, en abrégé « CFC », approuvé par le décret de la commission communautaire française du 15 juillet 2015;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique et du Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. L'article 1^{er} de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française est abrogé et remplacé par un nouvel article 1^{er} rédigé comme suit : « Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci. »

Art. 3. L'article 2 du même arrêté est abrogé et remplacé par un nouvel article 2 rédigé comme suit : « Sont soumis au présent arrêté, les fonctionnaires et stagiaires de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle ».

Art. 4. A l'article 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le 1^{er} tiret est modifié comme suit : « Institut : l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle ».

Art. 5. A l'article 3, alinéa 1^{er}, 3e tiret, du même arrêté, les mots « autorité qui exerce le pouvoir de nomination » sont remplacés par les mots « autorité investie du pouvoir de nomination ».

Art. 6. A l'article 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté il est rajouté un 4ème tiret rédigé comme suit : « l'arrêté du Collège relatif à la carrière : l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 février 2019 relatif à la carrière des fonctionnaires de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle ».

Art. 7. A l'article 3 du même arrêté il est rajouté un 5ème tiret rédigé comme suit : « - certification professionnelle : certification constituée d'un ensemble cohérent et significatif d'acquis d'apprentissage visant la poursuite de formation, l'insertion ou le maintien sur le marché de l'emploi ou la spécialisation professionnelle, telle que définie par l'accord de coopération conclu le 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la création et la gestion d'un cadre francophone des certifications, en abrégé « CFC », approuvé par le décret de la commission communautaire française du 15 juillet 2015 ».

Art. 8. A l'article 3 du même arrêté, le dernier alinéa est supprimé.

Art. 9. A l'article 4, 1^{er} alinéa, du même arrêté, les mots « au sein des organismes visés à l'article 2 » sont remplacés par les mots « au sein de l'Institut ».

Art. 10. A l'article 4, 3e alinéa, du même arrêté, les mots « des organismes visés à l'article 2 » sont remplacés par les mots « de l'Institut ».

Art. 11. A l'article 5, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « Le cadre du personnel est particulier à chaque organisme » sont supprimés et les mots « Il reprend » sont remplacés par les mots « Le cadre du personnel reprend ».

Art. 12. A l'article 6 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er} : le chiffre « cinq » est remplacé par « quatre »;

2° à l'alinéa 2 :

- le chiffre « cinq » est remplacé par « quatre »;

- le segment de phrase suivant « niveau 2 + : enseignement supérieur de type court ou y assimilé » est complété par les mots suivants : « ou certification professionnelle »;

- le segment de phrase « - niveau 2 : enseignement secondaire supérieur ou y assimilé » est complété par les mots suivants : « ou certification professionnelle ou carte d'accès obtenue suite à une série d'épreuve de sélection qualitative qui vérifie si le candidat dispose des compétences de base et aptitudes cognitives qui sont exigées au niveau supérieur à celui auquel il peut prétendre en vertu de son ou ses diplôme(s) ou de son ou ses certificat(s) d'études. »;

- les segments de phrase « - niveau 3 : enseignement secondaire inférieur ou y assimilé – niveau 4 : aucun diplôme » sont supprimés et remplacés par le segment de phrase « - niveau 3 : aucun diplôme ou certificat »;

3° Il est ajouté un 4^{ième} alinéa libellé comme suit : « La liste des certifications professionnelles prises en considération pour l'admission au rang 20 (assistant administratif et assistant technique) du niveau 2 au sein de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle et la liste des certifications professionnelles prises en considération pour l'admission au rang 26 (gradué administratif et gradué technique) du niveau 2+ au sein de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle figurent en annexe 4 du présent arrêté ».

Art. 13. A l'article 16/1, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « tel que visé à l'article 25 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 relatif à la carrière des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française » sont remplacés par les mots « tel que visé à l'article 37 de l'arrêté du Collège relatif à la carrière ».

Art. 14. A l'article 16/1 § 2, du même arrêté, les mots « qui a la tutelle sur l'organisme » sont remplacés par les mots « fonctionnellement compétent ».

Art. 15. A l'article 16/2, du même arrêté, les mots « pour chaque organisme » sont supprimés et les mots « qui a la tutelle sur l'organisme considéré » sont remplacés par les mots « fonctionnellement compétent ».

Art. 16. A l'article 16/4, du même arrêté, les mots « Au sein de chaque organisme » sont remplacés par les mots « Au sein de l'Institut ».

Art. 17. A l'article 16/5, du même arrêté, les mots « pour chaque organisme » sont supprimés et les mots « qui a la tutelle sur l'organisme considéré » sont remplacés par les mots « fonctionnellement compétent ».

Art. 18. A l'article 17, § 1^{er}, 2°, du même arrêté, les mots « Secrétaire Permanent au Recrutement » sont remplacés par le mot « Selor ».

Art. 19. A l'article 18 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le 5° est remplacé par la phrase rédigée comme suit : « être porteur d'un diplôme ou certificat d'études en rapport avec le niveau du grade à conférer selon la liste reprise en annexe 2 ou être porteur d'une certification professionnelle en rapport avec la fonction pour laquelle le concours de recrutement est organisé selon la liste reprise en annexe 3 ou être porteur d'une carte d'accès obtenue suite à une série d'épreuve de sélection qualitative qui vérifie si le candidat dispose des compétences de base et aptitudes cognitives qui sont exigées au niveau supérieur à celui auquel il peut prétendre en vertu de son ou ses diplôme(s) ou de son ou ses certificat(s) d'études. »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, 2^{ème} alinéa, le segment de phrase « les diplômes ou certificats d'études » est remplacé par « les diplômes, certificats d'études, certifications professionnelles ou carte d'accès obtenue suite à une série d'épreuve de sélection qualitative qui vérifie si le candidat dispose des compétences de base et aptitudes cognitives qui sont exigées au niveau supérieur à celui auquel il peut prétendre en vertu de son ou ses diplôme(s) ou de son ou ses certificat(s) d'études. ».

3° dans le paragraphe 1^{er}, l'avant-dernier alinéa est supprimé.

Art. 20. A l'article 20, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « le secrétaire permanent au recrutement » sont remplacés par les mots « le Selor ».

Art. 21. A l'article 20, 2^{ème} alinéa, du même arrêté, les mots « le secrétaire permanent au recrutement » sont remplacés par les mots « le Selor ».

Art. 22. A l'article 21, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « le secrétaire permanent au recrutement » sont remplacés par les mots « le Selor » et les mots « de l'organisme pour lequel il est procédé au recrutement » sont remplacés par le mot « de l'Institut ».

Art. 23. A l'article 21, § 2, du même arrêté, les mots « le secrétaire permanent au recrutement » sont remplacés par les mots « le Selor ».

Art. 24. A l'article 22 du même arrêté, les mots « le secrétaire permanent au recrutement » sont remplacés par les mots « le Selor » et les mots « et des organismes visés à l'article 2 du présent statut » sont remplacés par les mots « et de l'Institut ».

Art. 25. A l'article 23 du même arrêté, les mots « de l'organisme pour lequel il est procédé au recrutement » sont remplacés par les mots « de l'Institut ».

Art. 26. A l'article 24, alinéas 1 et 4, du même arrêté, les mots « le secrétaire permanent au recrutement » sont remplacés par les mots « le Selor ».

Art. 27. A l'article 26/1 du même arrêté, les mots « de l'organisme où l'emploi est déclaré vacant » sont remplacés par les mots « de l'Institut ».

- Art. 28.** A l'article 32, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « de l'organisme » sont supprimés.
- Art. 29.** A l'article 32, § 3, 1^o, 1^{er} alinéa, du même arrêté, les mots « de l'organisme » et « des organismes visés à l'article 2 » sont supprimés.
- Art. 30.** A l'article 32, § 5, du même arrêté, les mots « de l'organisme » sont supprimés.
- Art. 31.** A l'article 36, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « Secrétaire Permanent au Recrutement » sont remplacés par le mot « Selor ».
- Art. 32.** A l'article 36, § 2, du même arrêté, les mots « les niveaux 2, 3 et 4 » sont remplacés par les mots « les niveaux 2 et 3 ».
- Art. 33.** A l'article 40 du même arrêté, les mots « Au sein de chaque organisme visé à l'article 2 », sont supprimés.
- Art. 34.** A l'article 41 du même arrêté, les mots « des niveaux 2+, 2, 3 et 4 » sont remplacés par les mots « des niveaux 2+, 2 et 3 ».
- Art. 35.** A l'article 44 du même arrêté, les mots « de l'organisme » sont supprimés.
- Art. 36.** A l'article 46, 1^o, du même arrêté, les mots « des organismes visés à l'article 2 du statut » sont supprimés.
- Art. 37.** A l'article 46, 3^o, du même arrêté, les mots « desdits organismes » sont supprimés.
- Art. 38.** A l'article 47 du même arrêté, les mots « au sein des organismes visés à l'article 2 du statut » sont remplacés par les mots « au sein de l'Institut ».
- Art. 39.** A l'article 47/2, § 2, du même arrêté, les mots « de chaque organisme visé à l'article 2 » sont supprimés.
- Art. 40.** A l'article 48 du même arrêté, les mots « au sein de l'organisme » sont remplacés par les mots « au sein de l'Institut ».
- Art. 41.** A l'article 48/3, § 3, 1^o, du même arrêté, les mots « par l'Organisme » sont remplacés par les mots « par l'Institut ».
- Art. 42.** A l'article 49 du même arrêté, les mots « dans ou à l'extérieur de l'organisme » sont remplacés par les mots « dans ou à l'extérieur de l'Institut ».
- Art. 43.** A l'article 53 du même arrêté, la phrase « La déclaration de vacance désigne la position de l'emploi dans le cadre, la résidence administrative qui est imposée à son titulaire et la qualification exigée » est supprimée.
- Art. 44.** A l'article 55, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « Secrétaire Permanent au Recrutement » sont remplacés par le mot « Selor ».
- Art. 45.** L'article 58 du même arrêté est abrogé et remplacé par un nouvel article 58 rédigé comme suit : « La procédure et les modalités de déclaration de vacance sont fixées dans l'arrêté du Collège relatif à la carrière ».
- Art. 46.** A l'article 61, 2^{ème} alinéa, du même arrêté, les mots « Secrétaire Permanent au Recrutement » sont remplacés par le mot « Selor ».
- Art. 47.** Les articles 61*bis* et 61*ter* du même arrêté sont abrogés.
- Art. 48.** A l'article 62, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « du même organisme » sont remplacés par les mots « de l'Institut ».
- Art. 49.** A l'article 62, 4^e alinéa, du même arrêté, les mots « de l'organisme » sont remplacés par les mots « de l'Institut ».
- Art. 50.** A l'art. 62, 5^e alinéa, du même arrêté, les mots « de niveau 2+, 2, 3 ou 4 » sont remplacés par les mots « de niveau 2+, 2 ou 3 ».
- Art. 51.** L'article 65 du même arrêté est abrogé.
- Art. 52.** A l'article 70 du même arrêté, les mots « de chaque organisme » sont remplacés par les mots « de l'Institut ».
- Art. 53.** A l'article 72 du même arrêté, les mots « de l'organisme » sont remplacés par les mots « de l'Institut ».
- Art. 54.** A l'article 78 du même arrêté, les mots « des organismes visés à l'article 2 » sont remplacés par les mots « de l'Institut ».
- Art. 55.** A l'article 85, § 2, 1^{er} alinéa, du même arrêté, les mots « dans les organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française » sont remplacés par les mots « au sein de l'Institut ».
- Art. 56.** A l'article 85, § 2, 1^{er} alinéa, 2^e tiret, du même arrêté, les mots « de l'organisme d'intérêt public » sont, chaque fois, remplacés par les mots « de l'Institut ».
- Art. 57.** A l'article 85, § 2, alinéa 16, du même arrêté, les mots « de l'Organisme d'intérêt public de la Commission communautaire française » sont remplacés par les mots « de l'Institut ».
- Art. 58.** A l'article 86/3, § 3, 2^e alinéa, du même arrêté, les mots « tel que visé à l'article 28/2, § 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 relatif à la carrière des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française » sont remplacés par les mots « tel que visé à l'article 42, § 2 de l'arrêté du Collège relatif à la carrière ».
- Art. 59.** A l'article 86/4 du même arrêté, les mots « qui a la tutelle sur l'organisme où il exerce son mandat » sont remplacés par les mots « fonctionnellement compétent ».
- Art. 60.** A l'article 98, 2^e alinéa, du même arrêté, les mots « de niveau 2+, 2, 3 et 4 » sont remplacés par les mots « de niveau 2+, 2 et 3 ».
- Art. 61.** A l'article 98, 3^e alinéa, du même arrêté, les mots « par le règlement du personnel » sont remplacés par les mots « tel que prévu par l'arrêté du Collège relatif à la carrière ».

Art. 62. A l'article 99, § 1, 1^{er} alinéa, du même arrêté, les mots « par le règlement du personnel » sont remplacés par les mots « tel que prévu par l'arrêté du Collège relatif à la carrière ».

Art. 63. A l'article 117 du même arrêté, les mots « et aux organismes d'intérêt public de la Commission » sont remplacés par les mots « et à l'Institut ».

Art. 64. A l'article 118, 3^o, du même arrêté, les mots « par chaque Conseil de direction des organismes visés à l'article 2 » sont remplacés par les mots « par le Conseil de direction de l'Institut ».

Art. 65. A l'article 136 du même arrêté, les mots « qui n'est pas un fonctionnaire d'un organisme visé à l'article 2 » par les mots « qui n'est pas un fonctionnaire de l'Institut ».

Art. 66. A l'article 141, 1^{er} alinéa, du même arrêté, les mots « portant statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française » sont remplacés par les mots « portant statut des fonctionnaires de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle ».

Art. 67. A l'article 145/3, § 3, du même arrêté, du même arrêté, les mots « l'Office médico-social de l'Etat » sont remplacés par les mots « le Medex ».

Art. 68. A l'article 148/7 du même arrêté, les mots « Les organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française sont dotés » sont remplacés par les mots « L'Institut est doté ».

Art. 69. L'article 151/8 du même arrêté est abrogé.

Art. 70. A l'article 152/4 du même arrêté, les mots « du centre médical du service de contrôle médical du Service de Santé Administratif » sont remplacés par les mots « du Medex ».

Art. 71. A l'article 157 du même arrêté, les mots « des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française » sont remplacés par les mots « de l'Institut ».

Art. 72. A l'article 158 du même arrêté, les mots « des organismes visés à l'article 2 » sont remplacés par les mots « de l'Institut ».

Art. 73. A l'article 159, 1^{er} alinéa, du même arrêté, les mots « des organismes visés à l'article 2 » sont remplacés par les mots « de l'Institut ».

Art. 74. L'article 162 du même arrêté est abrogé.

Art. 75. L'art. N3. du même arrêté est abrogé.

Art. 76. Dans le même arrêté, il est inséré un nouvel article N3 rédigé comme suit :

« Art. N3. Annexe 3.

Liste des certifications professionnelles prises en considération pour l'admission au rang 20 (assistant administratif et assistant technique) du niveau 2 au sein de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle

1. Certificat d'apprentissage délivré par l'IFAPME ou le SFPME
2. Diplôme de chef d'entreprise délivré par l'IFAPME ou le SFPME
3. Diplôme de coordination et d'encadrement délivré par l'IFAPME ou le SFPME
4. Certificat de Connaissances de Gestion de base délivré par l'IFAPME ou le SFPME
5. Certificat de compétences acquises en formation (CeCAF) délivré par un opérateur public de formation (Bruxelles Formation, l'IFAPME, le Forem ou le SFPME)
6. Titre de Compétence délivré par le Consortium de Validation des Compétences

Liste des certifications professionnelles prises en considération pour l'admission au rang 26 (gradué administratif et gradué technique) du niveau 2+ au sein de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle

1. Certificat d'apprentissage délivré par l'IFAPME ou le SFPME de Niveau 5 CFC/CEC minimum
2. Diplôme de chef d'entreprise délivré par l'IFAPME ou le SFPME de Niveau 5 CFC/CEC minimum ou dont la condition d'accès est le CESS
3. Diplôme de coordination et d'encadrement délivré par l'IFAPME ou le SFPME de Niveau 5 CFC/CEC minimum ou dont la condition d'accès est le CESS
4. Certificat de compétences acquises en formation (CeCaf) délivré par un opérateur public de formation (Bruxelles Formation, IFAPME, le FOREM ou le SFPME) de Niveau 5 CFC/CEC minimum
5. Titre de compétence délivré par le Consortium de validation des compétences de Niveau 5 CFC/CEC minimum.

Art. 77. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} jour du deuxième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 78. Les Membres du Collège chargés de la Formation professionnelle et de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 21 février 2019.

La Présidente du Collège, chargée du Budget,
F. LAANAN

La Membre du Collège, chargée de la Fonction publique,
C. JODOGNE

Le Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle,
D. GOSUIN

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/11395]

21 FEBRUARI 2019. — Besluit 2017/1351 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, inzonderheid op de artikelen 17, § 1 en 22, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het protocol nr. 2016/13 van 12 juli 2016 van het Comité van Sector XV van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het sectorale akkoord 2016-2017 budgettair gespreid tot in 2019;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, uitgebracht op 24 november 2017;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, uitgebracht op 27 april 2018;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met de Begroting, gegeven op 12 december 2018;

Gelet op het protocol nr. 2018/4 van 20 april 2018 van het Comité van sector XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het protocol nr. 2018/13 van 24 september 2018 van het Comité van sector XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van het besluit 2017/1351 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 november 2018 op de respectieve situatie van vrouwen en mannen en op de situatie van personen met een handicap;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 27 december 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de kennisgeving aan de minister van Pensioenen op 12 december 2018;

Overwegende de samenwerkingsovereenkomst gesloten op 26 februari 2015 tussen de Franstalige Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting en het beheer van een Franstalig certificeringskader, afgekort "CFC" (Cadre francophone des certifications), goedgekeurd bij decreet van de Franse Gemeenschapscommissie op 15 juli 2015;

Op voorstel van het Lid van het College belast met Openbaar Ambt en het Lid van het College belast met Beroepsopleiding;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid zoals bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 ervan.

Art. 2. Artikel 1 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie wordt opgeheven en vervangen door een nieuw artikel 1, opgesteld als volgt: "Dit besluit regelt een aangelegenheid zoals bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 ervan."

Art. 3. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt opgeheven en vervangen door een nieuw artikel 2, opgesteld als volgt: "Zijn gebonden aan dit besluit, de ambtenaren en stagiairs van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding".

Art. 4. In artikel 3, eerste lid van hetzelfde besluit, wordt het eerste streepje gewijzigd als volgt: "instelling: Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding".

Art. 5. In artikel 3, eerste lid, derde streepje, worden de woorden "instantie die de benoemingsmacht uitoefent" vervangen door de woorden "benoemende overheid".

Art. 6. In artikel 3, eerste lid van hetzelfde besluit wordt een vierde streepje toegevoegd, opgesteld als volgt: "het besluit van het College betreffende de loopbaan: het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 februari 2019 betreffende de loopbaan van de ambtenaren van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding".

Art. 7. In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt een vijfde streepje toegevoegd, opgesteld als volgt: "- beroepscertificering: certificering bestaande uit een samenhangend en betekenisvol geheel van leerresultaten met het oog op opleiding, inschakeling of behoud op de arbeidsmarkt of beroepsspecialisatie, zoals gedefinieerd in het samenwerkingsakkoord gesloten op 26 februari 2015 tussen de Franstalige gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting en het beheer van een Franstalig certificeringskader, afgekort "CFC", goedgekeurd bij decreet van de Franse Gemeenschapscommissie op 15 juli 2015".

Art. 8. In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt het laatste lid geschrapt.

Art. 9. In artikel 4, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden "bij de instellingen bedoeld in artikel 2" vervangen door de woorden "bij het Instituut".

Art. 10. In artikel 4, derde lid van hetzelfde besluit worden de woorden "van de instellingen, bedoeld in artikel 2," vervangen door de woorden "van het Instituut".

Art. 11. In artikel 5, § 1 van hetzelfde besluit worden de woorden "Elke instelling heeft haar specifieke personeelsformatie." geschrapt en worden de woorden "Deze omvat" vervangen door de woorden "De personeelsformatie omvat".

Art. 12. Aan artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid: het cijfer "vijf" wordt vervangen door "vier";

2° in het tweede lid:

- het cijfer “vijf” wordt vervangen door “vier”;

- De volgende zinsnede, “- niveau 2+ : hoger onderwijs van het korte type of daarmee gelijkgesteld onderwijs”, wordt aangevuld met de volgende woorden: “of beroepscertificering”;

- De zinsnede “- niveau 2 : hoger secundair onderwijs of daarmee gelijkgesteld onderwijs” wordt aangevuld met de volgende woorden: “of beroepscertificering of instapkaart bekomen ten gevolge van proeven voor een kwalitatieve selectie die nagaan of de kandidaat beschikt over de basisvaardigheden en cognitieve vaardigheden die vereist worden op een hoger niveau dan datgene waar hij krachten zijn diploma(s) of zijn studiegetuigschrift(en) aanspraak op kan maken.”;

- de zinsneden “- niveau 3 : lager secundair onderwijs of daarmee gelijkgesteld onderwijs” en “- niveau 4 : geen diploma.” worden geschrapt en vervangen door de zinsnede “- niveau 3: geen diploma of getuigschrift”.

3° Er wordt een vierde lid toegevoegd, dat luidt als volgt: “De lijst met in aanmerking komende beroepscertificeringen voor de toelating tot rang 20 (bestuursassistent en technisch assistent) van niveau 2 bij het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding en de lijst met in aanmerking komende beroepsopleidingscertificeringen voor de toelating tot rang 26 (administratief gegradueerde en technisch gegradueerde) van niveau 2+ bij het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding zijn opgenomen in bijlage 4 van dit besluit”.

Art. 13. In artikel 16/1, § 1 van hetzelfde besluit worden de woorden “bedoeld in artikel 25 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 betreffende de loopbaan van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie” vervangen door de woorden “als bedoeld in artikel 37 van het besluit van het College betreffende de loopbaan”.

Art. 14. In artikel 16/1, § 2 van hetzelfde besluit worden de woorden “het Lid van het College dat het toezicht houdt over de instelling” vervangen door de woorden “het functioneel bevoegde Lid van het College”.

Art. 15. In artikel 16/2 van hetzelfde besluit worden de woorden “voor iedere instelling” geschrapt en worden de woorden “het Lid van het College dat toezicht houdt over de betreffende instelling” vervangen door de woorden “het functioneel bevoegde Lid van het College”.

Art. 16. In artikel 16/4 van hetzelfde besluit worden de woorden “Binnen iedere instelling” vervangen door de woorden “Bij het Instituut”.

Art. 17. In artikel 16/5 van hetzelfde besluit worden de woorden “voor iedere instelling” geschrapt en worden de woorden “het Lid van het College dat toezicht houdt over de betreffende instelling” vervangen door de woorden “het functioneel bevoegde Lid van het College”.

Art. 18. In artikel 17, § 1, 2° van hetzelfde besluit worden de woorden “de Vaste Wervingssecretaris” vervangen door het woord “Selor”.

Art. 19. Aan artikel 18 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de eerste paragraaf, eerste lid, wordt 5° vervangen door de als volgt opgestelde zin: “houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat overeenkomt met het niveau van de te verlenen graad, volgens de lijst in bijlage 2 of houder zijn van een beroepscertificering die verband houdt met de functie waarvoor het wervingsexamen georganiseerd wordt volgens de lijst in bijlage 3 of houder zijn van een of instapkaart bekomen ten gevolge van proeven voor een kwalitatieve selectie die nagaan of de kandidaat beschikt over de basisvaardigheden en cognitieve vaardigheden die vereist worden op een hoger niveau dan datgene waar hij krachten zijn diploma(s) of zijn studiegetuigschrift(en) aanspraak op kan maken.”;

2° in de eerste paragraaf, tweede lid wordt de zinsnede “de diploma’s of studiegetuigschriften” vervangen door “de diploma’s, studiegetuigschriften, beroepscertificeringen of instapkaarten bekomen ten gevolge van proeven voor een kwalitatieve selectie die nagaan of de kandidaat beschikt over de basisvaardigheden en cognitieve vaardigheden die vereist worden op een hoger niveau dan datgene waar hij krachten zijn diploma(s) of zijn studiegetuigschrift(en) aanspraak op kan maken.”.

3° in de eerste paragraaf wordt het voorlaatste lid geschrapt.

Art. 20. In artikel 20, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden “De Vaste Wervingssecretaris” vervangen door het woord “Selor”.

Art. 21. In artikel 20, tweede lid van hetzelfde besluit worden de woorden “De Vaste Wervingssecretaris” vervangen door het woord “Selor”.

Art. 22. In artikel 21, § 1, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden “De Vaste Wervingssecretaris” vervangen door het woord “Selor” en de woorden “van de instelling waarvoor wordt aangeworven” vervangen door de woorden “van het Instituut”.

Art. 23. In artikel 21, § 2 van hetzelfde besluit worden de woorden “De Vaste Wervingssecretaris” vervangen door het woord “Selor”.

Art. 24. In artikel 22 van hetzelfde besluit worden de woorden “De Vaste Wervingssecretaris” vervangen door het woord “Selor” en de woorden “en van de instellingen bedoeld in artikel 2 van dit statuut” vervangen door de woorden “en van het Instituut”.

Art. 25. In artikel 23 van hetzelfde besluit worden de woorden “van de Instelling waarvoor wordt aangeworven” vervangen door de woorden “van het Instituut”.

Art. 26. In artikel 24, eerste en vierde lid van hetzelfde besluit worden de woorden “De Vaste Wervingssecretaris” en “De vaste wervingssecretaris” vervangen door het woord “Selor”.

Art. 27. In artikel 26/1 van hetzelfde besluit worden de woorden “van de instelling waar de betrekking vacant wordt verklaard” vervangen door de woorden “van het Instituut”.

- Art. 28.** In artikel 32, § 1, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden “van de instelling” geschrapt.
- Art. 29.** In artikel 32, § 3, 3° [sic], eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden “van de instelling” en “van de in artikel 2 bedoelde instellingen” geschrapt.
- Art. 30.** In artikel 32, § 5 van hetzelfde besluit worden de woorden “van de instelling” geschrapt.
- Art. 31.** In artikel 36, § 1 van hetzelfde besluit worden de woorden “de Vaste Wervingssecretaris” vervangen door het woord “Selor”.
- Art. 32.** In artikel 36, § 2 van hetzelfde besluit worden de woorden “van niveau 2, 3 en 4” vervangen door de woorden “van niveau 2 en 3”.
- Art. 33.** In artikel 40 van hetzelfde besluit worden de woorden “Binnen elke instelling bedoeld in artikel 2” geschrapt.
- Art. 34.** In artikel 41 van hetzelfde besluit worden de woorden “van niveau 2+, 2, 3 en 4” vervangen door de woorden “van niveau 2+, 2 en 3”.
- Art. 35.** In artikel 44 van hetzelfde besluit worden de woorden “van de instelling” geschrapt.
- Art. 36.** In artikel 46, 1° van hetzelfde besluit worden de woorden “van de instelling” en “van de in artikel 2 bedoelde instellingen” geschrapt.
- Art. 37.** In artikel 46, 3° van hetzelfde besluit worden de woorden “van genoemde instellingen” geschrapt.
- Art. 38.** In artikel 47 van hetzelfde besluit worden de woorden “in de schoot van de instellingen bedoeld in artikel 2 van het statuut” vervangen door de woorden “bij het Instituut”.
- Art. 39.** In artikel 47/2, § 2 van hetzelfde besluit worden de woorden “van elke in artikel 2 bedoelde instelling,” geschrapt.
- Art. 40.** In artikel 48 van hetzelfde besluit worden de woorden “in de schoot van de instelling” vervangen door de woorden “bij het Instituut”.
- Art. 41.** In artikel 48/3 van hetzelfde besluit worden de woorden “door de Instelling” vervangen door de woorden “door het Instituut”.
- Art. 42.** In artikel 49 van hetzelfde besluit worden de woorden “binnen of buiten de instelling” vervangen door de woorden “binnen of buiten het Instituut”.
- Art. 43.** In artikel 53 van hetzelfde besluit wordt de zin “De vacantverklaring bepaalt de plaats van de betrekking in de personeelsformatie, de plaats van tewerkstelling die de betrokkene wordt opgelegd en de vereiste geschiktheid.” geschrapt.
- Art. 44.** In artikel 55, § 1 van hetzelfde besluit worden de woorden “de Vaste Wervingssecretaris” vervangen door het woord “Selor”.
- Art. 45.** Artikel 58 van hetzelfde besluit wordt opgeheven en vervangen door een nieuw artikel 58, opgesteld als volgt: De procedure en modaliteiten voor de vacantverklaring zijn vastgelegd in het besluit van het College betreffende de loopbaan”.
- Art. 46.** In artikel 61, tweede lid van hetzelfde besluit worden de woorden “de Vaste Wervingssecretaris” vervangen door het woord “Selor”.
- Art. 47.** De artikelen 61*bis* en 61*ter* van hetzelfde besluit worden opgeheven.
- Art. 48.** In artikel 62, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden “binnen dezelfde instelling” vervangen door de woorden “van het Instituut”.
- Art. 49.** In artikel 62, vierde lid van hetzelfde besluit worden de woorden “van de instellingen, bedoeld in artikel 2,” vervangen door de woorden “van het Instituut”.
- Art. 50.** In artikel 62, vijfde lid van hetzelfde besluit worden de woorden “van niveau 2+, 2, 3 of 4” vervangen door de woorden “van niveau 2+, 2 of 3”.
- Art. 51.** Artikel 65 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.
- Art. 52.** In artikel 70 van hetzelfde besluit worden de woorden “iedere instelling” vervangen door de woorden “het Instituut”.
- Art. 53.** In artikel 72 van hetzelfde besluit worden de woorden “van de instelling” vervangen door de woorden “van het Instituut”.
- Art. 54.** In artikel 78 van hetzelfde besluit worden de woorden “van de in artikel 2 bedoelde instellingen” vervangen door de woorden “van het Instituut”.
- Art. 55.** In artikel 85, § 2, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden “in de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie” vervangen door de woorden “bij het Instituut”.
- Art. 56.** In artikel 85, § 2, eerste lid, tweede streepje van hetzelfde besluit worden de woorden “van de instelling van openbaar nut” vervangen door de woorden “van het Instituut”.

Art. 57. In artikel 85, § 2, zestiende lid van hetzelfde besluit worden de woorden “van de instelling van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie” vervangen door de woorden “van het Instituut”.

Art. 58. In artikel 86/3, § 3, tweede lid van hetzelfde besluit worden de woorden “als bedoeld in artikel 28/2, § 2 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie” vervangen door de woorden “als bedoeld in artikel 42, § 2 van het besluit van het College betreffende de loopbaan”.

Art. 59. In artikel 86/4 van hetzelfde besluit worden de woorden “het Lid van het College dat toezicht houdt over de instelling waar hij zijn mandaatbetrekking uitoefent” vervangen door de woorden “het functioneel bevoegde Lid van het College”.

Art. 60. In artikel 98, tweede lid van hetzelfde besluit worden de woorden “van de niveaus 2+, 2, 3 en 4” vervangen door de woorden “van niveau 2+, 2 en 3”.

Art. 61. In artikel 98, derde lid van hetzelfde besluit worden de woorden “die volgens het personeelsreglement daartoe gemachtigd is” vervangen door de woorden “die daartoe gemachtigd is zoals voorzien in het besluit van het College betreffende de loopbaan”.

Art. 62. In artikel 99, § 1, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden “die volgens het personeelsreglement daartoe gemachtigd is” vervangen door de woorden “die daartoe gemachtigd is zoals voorzien in het besluit van het College betreffende de loopbaan”.

Art. 63. In artikel 117 van hetzelfde besluit worden de woorden “en voor de instellingen van openbaar nut van de Commissie” vervangen door de woorden “en voor het Instituut”.

Art. 64. In artikel 118, 3° van hetzelfde besluit worden de woorden “door de Directieraad van elke in artikel 2 bedoelde instelling” vervangen door de woorden “door de Directieraad van het Instituut”.

Art. 65. In artikel 136 van hetzelfde besluit worden de woorden “die geen in artikel 2 bedoelde ambtenaar zijn” vervangen door de woorden “die geen ambtenaar van het Instituut zijn”.

Art. 66. In artikel 141, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden “houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie” vervangen door de woorden “houdende het statuut van de ambtenaren van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding”.

Art. 67. In artikel 145/3, § 3 van hetzelfde besluit worden de woorden “de Sociaal-medische rijksdienst” vervangen door het woord “Medex”.

Art. 68. In artikel 148/7 van hetzelfde besluit worden de woorden “In de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie geldt” vervangen door de woorden “Bij het Instituut geldt”.

Art. 69. Artikel 151/8 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 70. In artikel 152/4 van hetzelfde besluit worden de woorden “van het geneeskundig controlecentrum van de Administratieve Gezondheidsdienst” vervangen door de woorden “van Medex”.

Art. 71. In artikel 157 van hetzelfde besluit worden de woorden “van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie” vervangen door de woorden “van het Instituut”.

Art. 72. In artikel 158 van hetzelfde besluit worden de woorden “van de in artikel 2 bedoelde instellingen” vervangen door de woorden “van het Instituut”.

Art. 73. In artikel 159, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden “van de in artikel 2 bedoelde instellingen” vervangen door de woorden “van het Instituut voor”.

Art. 74. Artikel 162 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 75. Artikel N3. van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 76. In hetzelfde besluit wordt een nieuw artikel N3 ingevoegd, opgesteld als volgt:

“Art. N3. Bijlage 3.

Lijst met beroepscertificeringen die in aanmerking komen voor de toelating tot rang 20 (bestuursassistent en technisch assistent) van niveau 2 bij het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding

1. “Certificat d’apprentissage” uitgereikt door het IFAPME of de SFPME
2. “Diplôme de chef d’entreprise” uitgereikt door het IFAPME of de SFPME
3. “Diplôme de coordination et d’encadrement” uitgereikt door het IFAPME of de SFPME
4. “Certificat de Connaissances de Gestion de base” uitgereikt door het IFAPME of de SFPME
5. “Certificat de compétences acquises en formation” (“CeCAF”) uitgereikt door een openbare opleidingsoperator (Bruxelles Formation, het IFAPME, Forem of de SFPME)
6. “Titre de Compétence” uitgereikt door het “Consortium de Validation des Compétences”

Lijst met beroepscertificeringen die in aanmerking komen voor de toelating tot rang 26 (administratief gegradueerde en technisch gegradueerde) van niveau 2+ bij het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding

1. “Certificat d’apprentissage” uitgereikt door het IFAPME of de SFPME, minstens “Niveau 5 CFC/CEC”
2. “Diplôme de chef d’entreprise” uitgereikt door het IFAPME of de SFPME, minstens “Niveau 5 CFC/CEC” of waarvoor de toelatingvoorwaarde een GHSO is

3. “Diplôme de coordination et d’encadrement” uitgereikt door het IFAPME of de SFPME, minstens “Niveau 5 CFC/CEC” of waarvoor de toegangsvoorwaarde een GHSO is

4. “Certificat de compétences acquises en formation” (“CeCAF”) uitgereikt door een openbare opleidingsoperator (Bruxelles Formation, het IFAPME, Forem of de SFPME), minstens “Niveau 5 CFC/CEC”

5. “Titre de Compétence” uitgereikt door het “Consortium de Validation des Compétences”, minstens “Niveau 5 CFC/CEC”.

Art. 77. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand die volgt op de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 78. De leden van het College bevoegd voor Beroepsopleiding en Openbaar Ambt zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gedaan te Brussel 21 februari 2019.

De voorzitter van het College, bevoegd voor de Begroting,

F. LAANAN

Het Lid van het College bevoegd voor het Openbaar Ambt,

C. JODOGNE

Het Lid van het College bevoegd voor Beroepsopleiding,

D. GOSUIN

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/30286]

21 FEVRIER 2019. — Arrêté 2017/1352 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l’arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les fonctionnaires de l’Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l’Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, notamment l’article 22;

Vu l’arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les fonctionnaires de l’Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

Vu le protocole n° 2016/13 du 12 juillet 2016 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française relatif à l’accord sectoriel 2016-2017 étalé budgétairement jusqu’à 2019;

Vu l’avis du Comité de gestion de l’Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, donné le 24 novembre 2017;

Vu l’accord du membre du Collège chargé du Budget donné le 12 décembre 2018;

Vu le protocole n° 2018/4 du 20 avril 2018 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu le rapport d’évaluation de l’impact de l’arrêté 2017/1352 du Collège de la Commission communautaire française du 8 novembre 2018 sur la situation respective des femmes et des hommes et sur la situation des personnes handicapées;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique et du Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l’article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. L’annexe de l’arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les fonctionnaires de l’Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle est abrogée et remplacée par l’annexe du présent arrêté qui devient l’annexe de l’arrêté du 20 octobre 1994 précité.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} jour du deuxième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Les Membres du Collège chargés de la Fonction publique et de la Formation professionnelle sont chargés de l’exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 21 février 2019.

La Présidente du Collège, chargée du Budget

F. LAANAN

La Membre du Collège, chargée de la Fonction publique

C. JODOGNE

Le Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle,

D. GOSUIN